

**Paris, 23 juin 2015 –
réunion des ministres des Affaires étrangères du format « Normandie »**

Déclaration de Laurent Fabius, Ministre des Affaires étrangères et du développement international

Les ministres des affaires étrangères de France, d'Allemagne, de Russie et de l'Ukraine se sont réunis à Paris le 23 juin 2015 pour discuter le cessez-le-feu en Ukraine et le processus politique de façon à ce que les Accords de Minsk soient mis en œuvre intégralement.

Nous avons fait le point sur l'application de ces accords, et nous avons réaffirmé notre attachement à leur mise en œuvre intégrale.

Nous avons exprimé notre vive préoccupation quant à l'aggravation de la situation sécuritaire dans le Donbass. Nous appelons à une désescalade rapide et à un cessez-le-feu immédiat qui permettraient des progrès sur les volets politique, humanitaire et socio-économique.

Nous rappelons que la Mission spéciale d'observation de l'OSCE joue un rôle essentiel dans le processus de désescalade. Nous soulignons le rôle indispensable du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE dans la préparation et la tenue des élections locales, ainsi que la nécessité d'un dialogue politique entre l'Ukraine et les représentants de certaines zones des régions de Donetsk et de Lougansk.

Nous sommes convenus de l'importance des points suivants :

- Appeler toutes les parties au respect total du retrait des armements lourds. Nous saluons la réunion du groupe de travail sur les questions de sécurité, qui se tiendra le 2 juillet. Nous appelons les participants à chercher d'ici le 26 juin un accord sur le retrait des chars et de certaines armes de moins de 100 mm de diamètre. Ce retrait doit être mis en œuvre dans les semaines à venir.
- Réaffirmer la nécessité de conclure et de mettre en œuvre un plan de désescalade pour Chirokine, comme une première mesure sur la voie d'une démilitarisation plus large le long de la ligne de contact ;
- Mettre fin aux restrictions à l'accès des observateurs de l'OSCE qui entravent le processus de vérification du retrait des armes lourdes et sont contraires aux accords de Minsk ;
- Supprimer les obstacles à l'acheminement de l'aide jusqu'à la zone de conflit et se concerter d'urgence avec le CICR pour parvenir à des résultats concrets et alléger les souffrances des populations touchées ;
- Libérer les prisonniers selon le principe du « tous contre tous » ;

Les ministres ont confirmé que la France, l'Allemagne, la Russie et l'Ukraine restent déterminées à continuer à agir dans ce format et à faire tout leur possible pour que les engagements soient tenus et que la crise soit résolue.